



En souffrance à cause du manque de personnel, les agents des impôts et du trésor ont cessé le travail pour des embauches. PHOTO DE

Finances publiques. Les agents étaient en grève, hier, pour les emplois et les conditions de travail.

« On ne peut pas continuer comme ça »

■ Les agents des Finances publiques étaient en grève, hier, au plan national et départemental contre les suppressions d'emplois et la dégradation des conditions de travail.

A l'appel de la CGT 13, Solidaires et FO Dgfp 13, ils se sont rassemblés devant le centre des impôts de la rue Borde (8e) avant de monter voir leur direction. Les agents sont en première ligne pour répondre aux questions et aux demandes d'un public qui se déplace pour comprendre l'augmentation de la taxe d'habitation, pourquoi il est impossible pour la première fois ou parce qu'il ne peut pas payer.

Débordés, les agents ne peuvent répondre aux demandes

Le nouveau gouvernement continue la politique de suppressions d'emplois dans une administration considérée comme non prioritaire. En 2013, plus de 2 000 emplois vont passer à la trappe. Cécile, qui travaille à l'ac-

cueil à Sadi-Carnot (2e), témoigne d'un stress permanent en raison du sous-effectif. « En ce moment, on est 10 à 12 agents à recevoir environ 1 500 personnes par jour, elles attendent débout plus d'une heure. Une fois accueillies, il leur faut encore attendre 1h. Pour nous, c'est une souffrance car on ne remplit pas notre mission de service public en traitant les usagers comme du bétail. Et en ne pouvant répondre à leur demande quand les agents qui travaillent sur les saisies, les déclarations et les réclamations viennent nous donner un coup de main. Les plus coriaces de nos collègues tiennent à ce poste 4 ans. »

Robert évoque des conditions de travail abominables. « Je suis caissier de la municipale, guichetier et j'aide à faire des comptes de gestion, avant il y avait trois personnes pour faire ça, maintenant plus qu'une. Je ne vois plus de sourire sur le visage de mes collègues, malades, anxieux, déprimés. Je vois des mères de famille qui sautent un repas pour pouvoir faire

maigrir leurs enfants. On ne peut plus continuer comme ça ! » Secrétaire au CHSCT, Sylvain Bernardreau pointe du doigt « l'intensification du travail qui entraîne des actes quasi suicidaires. Les médecins de prévention alertent sur la détérioration de la santé des collègues en arrêt maladie parce qu'épuisés moralement et physiquement. »

Philippe Laget (CGT) dénonce 44 nouvelles suppressions d'emplois qui rendent les conditions de travail inacceptables et propose le renforcement des luttes pour exiger le changement. Daniel Chovert (Solidaires) considère que les syndicats ont pris leurs responsabilités en appelant à la grève parce que le coupe est pleine, il invite les personnels à se mobiliser, car « sans eux rien ne se fera ». Jean-Pierre Salvador (FO) fustige une situation catastrophique. Les agents d'Arles sont obligés de fractionner leurs congés. Les salaires baissent avec les augmentations de la CSG et CRDS. Le point d'indice est gelé depuis 3 ans, les promotions sont incertaines. « Il faut que le gouvernement comprenne qu'on ne peut pas continuer comme ça. »

« Fonctionnaires, agents publics en lutte au service du public pas des actionnaires », indique la banderole de la CGT. Toute la fonction publique subit les logiques capitalistes de rentabilité. « Quand on baisse l'impôt des entreprises et qu'on fait des cadeaux fiscaux aux plus riches, on prive l'État de recettes pour financer les services publics. On se retrouve avec des services publics low cost comme à Sadi-Carnot et en déficit d'emplois », déplore Frédéric Larrivée (CGT).

PIEDAD BELMONTE